

*Questions orales***LE DÉSARMEMENT**

LES PROPOS DU PREMIER MINISTRE

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Puisque le ministre de la Défense nationale et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures se sont à plusieurs reprises et non pas une seule fois prononcés nettement contre un gel, mutuel et vérifiable, des armes nucléaires, le premier ministre parlait-il en son nom personnel seulement lorsqu'il a préconisé la fin de la course aux armements la semaine dernière?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je ne faisais qu'exposer une politique qui est, je crois, celle du gouvernement du Canada. Je ne vois pas très bien comment mes propos ont pu différer de ceux tenus par l'un de mes ministres.

Mlle Jewett: Il est donc probable que le premier ministre n'a pas pris connaissance des allocutions prononcées par ses collègues. Ils se sont tous deux opposés à un gel des armes nucléaires.

LE PROGRAMME DE PRODUCTIVITÉ DE L'INDUSTRIE DU MATÉRIEL DE DÉFENSE

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président, je voudrais poser ma question supplémentaire à un autre membre du cabinet, le ministre de l'Industrie et du Commerce, pour voir s'il partage le même point de vue que le premier ministre. Si le gouvernement a pour politique de s'opposer à toute intensification de la course aux armes nucléaires, je voudrais qu'il me dise pourquoi des responsables du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense se sont entretenus la semaine dernière à Ottawa avec des représentants de la compagnie Boeing. Pourquoi certains responsables d'un programme relevant de son ministère, le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense, ont-ils discuté la semaine dernière avec des représentants de la compagnie Boeing à Winnipeg de l'aide que pourrait leur accorder le gouvernement en cas de signature d'un contrat pour la fabrication d'éléments du missile MX? Pourquoi le gouvernement favorise-t-il la production de nouvelles armes nucléaires comme le missile MX?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je m'en excuse humblement auprès de M^{me} le député mais, d'après sa question, il est évident qu'elle a mal interprété ma position. Si elle n'y voit pas d'inconvénient, je développerai donc ma réponse précédente avant qu'elle ne poursuive.

M^{me} le député sera peut-être déçue, mais je n'ai pas préconisé un gel des armes nucléaires au sens où j'ai l'impression qu'elle l'entend. J'ai en fait préconisé la politique de l'asphyxie, qui est une sorte de gel, mais j'ai toujours défendu cette politique dans le contexte des relations bilatérales, de sorte que les deux parties doivent y souscrire. Je ferais remarquer à M^{me} le député que l'autre partie n'a malheureusement pas adhéré à ces principes. C'est pour cette raison que le gouvernement croit au principe d'un gel bilatéral, ainsi que l'a réaffirmé l'OTAN il y a quelques jours à peine.

LES FINANCES

LA POSITION DU MINISTRE

M. Chris Speyer (Cambridge): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il sait que le ministre des Finances a présenté deux budgets depuis son entrée en fonction. Le premier qui prévoyait la création du Programme énergétique national a littéralement fait perdre des milliards de dollars au pays, et le deuxième a été le pire de toute l'histoire du Canada, car il a découragé les investissements.

Étant donné que non seulement la politique du ministre mais aussi le ministre lui-même n'inspirent plus confiance et étant donné aussi les résultats pitoyables qu'il a à son actif, le premier ministre croit-il que le ministre des Finances est assez compétent pour présenter un exposé économique?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je pense que la question du député est aussi déplacée que si je lui demandais s'il a confiance en son chef. Dans ce cas-ci, je peux assurer clairement au député que je ne mets pas en doute les capacités du ministre des Finances en matière d'économie.

Mlle MacDonald: Vous êtes le seul.

M. Speyer: Le premier ministre a peut-être confiance, mais il est bien le seul Canadien.

* * *

LA PETITE ENTREPRISE

DEMANDE D'AIDE

M. Chris Speyer (Cambridge): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Chaque jour, 250 petites entreprises font faillite et plus de 1,000 Canadiens perdent leur emploi à cause justement de la politique économique du gouvernement. Le ministre peut-il nous assurer, sans révéler sa politique, que le budget qu'il présentera plus tard ce mois-ci va prévoir des mesures visant à venir en aide à la petite entreprise?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je trouve presque aberrant que le député attribue les problèmes économiques actuels du Canada...

Mlle MacDonald: A vous-même.

M. Clark: Au gouvernement du Canada.

M. MacEachen: Aux programmes du gouvernement du Canada.

M. Clark: C'est la faute du Zaïre.

M. MacEachen: C'est une approche simpliste adoptée par son chef et d'autres députés de l'opposition. Tant qu'ils ne s'enlèveront pas cela de la tête, ils ne pourront rien faire pour nous aider à résoudre nos difficultés.